



Note d'orientation de Fingo sur le deuxième Sommet mondial pour le développement social, à Doha, Qatar, du 4 au 6 novembre 2025

Résumé

Le deuxième Sommet mondial pour le développement social (parfois appelé SMDD2) aura lieu du 4 au 6 novembre 2025 à Doha, au Qatar. Lors du sommet, les chefs d'État doivent signer une déclaration politique sur le développement social, connue sous le nom de déclaration de Doha. Il s'agit d'une étape cruciale de 30 ans depuis la Déclaration de Copenhague pour le développement social de 1995, qui a créé trois objectifs fondamentaux : **l'éradication de la pauvreté, le plein emploi productif et l'intégration sociale**.¹ Malgré la présence à long terme de ce cadre fondamental pour le développement social, la résolution 78/261 de l'Assemblée générale des Nations Unies reconnaît explicitement « de graves préoccupations quant à la lenteur et à l'inégalité des progrès, avec des écarts importants qui subsistent » dans la réalisation de ces engagements après trois décennies.²

Le deuxième Sommet social mondial de 2025 vise donc à « combler les lacunes et à réaffirmer son engagement en faveur de la Déclaration de Copenhague sur le développement social et à donner un élan à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 ». ³ Le sommet se concentrera sur les trois piliers originaux de Copenhague tout en abordant les défis contemporains, notamment la transformation numérique, la résilience climatique, les transitions démographiques et les systèmes universels de protection sociale. Le principal résultat sera la Déclaration politique de Doha, déjà approuvée par consensus dans le cadre de négociations intergouvernementales, qui réaffirme les engagements de Copenhague tout en s'alignant sur la mise en œuvre du Programme 2030, en s'appuyant sur le Pacte pour l'avenir et en se tournant vers le prochain cycle de développement pour les objectifs mondiaux après 2030.⁴ Le sommet de trois jours comprendra six réunions plénières, deux tables rondes de haut niveau axées sur le renforcement des piliers du développement social et l'évaluation des lacunes dans la mise en œuvre, ainsi que de multiples sessions de solutions présentant des approches innovantes.⁵

Développement de processus et coordination institutionnelle

Le sommet est issu du rapport 2021 du Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, « Notre programme commun », qui proposait spécifiquement la tenue d'un Sommet social mondial en 2025⁶ pour faire progresser la protection sociale universelle (ODD 1.3, qui fait partie de l'ODD 1 « Pas de pauvreté »). La

¹ [Deuxième Sommet mondial pour le développement social 2025 | Deuxième Sommet mondial pour le développement social 2025](#)

² <https://docs.un.org/en/A/RES/78/261>

³ [Deuxième Sommet mondial pour le développement social 2025 | Deuxième Sommet mondial pour le développement social 2025](#)

⁴ https://www.globalpolicywatch.org/wp-content/uploads/2025/01/GPUNW_WSSD2.pdf

⁵ [Plateforme de solutions de Doha pour le développement social | Deuxième Sommet mondial pour le développement social 2025](#)

⁶ [Le deuxième Sommet social mondial des Nations Unies 2025 | Forum politique mondial Europe](#)

protection sociale est dite de sécurité sociale, c'est-à-dire qu'elle est constituée de prestations versées aux individus en fonction des risques encourus tout au long de leur vie (par exemple, le chômage, le handicap, la maternité, etc.) et aux personnes souffrant de pauvreté générale et d'exclusion sociale⁷. Les programmes de protection sociale jouent un rôle important dans la stabilisation des économies et le soutien aux groupes vulnérables. Le Rapport social mondial 2024 des Nations Unies a révélé que les personnes vivant dans des pays dotés de systèmes de protection sociale solides s'en sont mieux sortis lors des récentes crises. Cependant, seule la moitié du monde a accès à au moins une prestation de protection sociale. La mise en œuvre de la protection sociale en cas de crise peut utiliser différents mécanismes que les systèmes de protection sociale en situation de stabilité.⁸

Le DAES de l'ONU (Département des affaires économiques et sociales de l'ONU) a été l'institution principale chargée d'organiser le Sommet social par l'intermédiaire de sa Division du développement social inclusif. L'Organisation internationale du Travail (OIT) a mis en place des mécanismes de coordination dédiés, y compris un groupe de travail qui prépare les contributions tripartites des gouvernements, des employeurs et des travailleurs.⁹ Le processus préparatoire a été dirigé par les co-facilitateurs, l'Ambassadeur Philippe Kridelka (Belgique) et l'Ambassadeur Omar Hilale (Maroc), selon un calendrier structuré à partir de la collecte des contributions des États membres en février 2025 par le biais d'un consensus sur la Déclaration politique d'ici août 2025. Des consultations régionales et des auditions des intervenants ont été intégrées tout au long de ce processus, mais avec des limites notables par rapport aux préparatifs de Copenhague de 1995.

Préoccupations critiques de la société civile

La société civile a la possibilité de participer au Sommet social par le biais d'un Forum de la société civile, et les réseaux mondiaux ou régionaux de la société civile (Forus et GCAP) se mobilisent à l'échelle mondiale pour s'assurer que la Déclaration de Doha se traduit par une action nationale inclusive et responsable. L'objectif est de contrer le sentiment répandu parmi les organisations de la société civile selon lequel la préparation du Sommet social n'a pas bénéficié de ressources suffisantes et, par conséquent, n'a pas été inclusive. Les organisations de la société civile ont soulevé trois critiques fondamentales à l'égard du processus du SMDD de 2025 ;

- (1) **Exclusion de la société civile** : contrairement au processus préparatoire vaste et inclusif qui a caractérisé Copenhague en 1995, le processus actuel a été « nettement plus court et nettement plus dirigé par l'État », la société civile étant « largement à la périphérie » alors que les négociations intergouvernementales prennent le dessus¹⁰. Le Conseil international de la protection sociale (CIAS) note que la société civile fournit maintenant des commentaires sur des cadres prédéterminés plutôt que de façonner l'ordre du jour comme elle le faisait en 1995.
- (2) **Manque d'objectifs mesurables** : la Coalition mondiale pour les socles de protection sociale critique l'absence d'engagements quantitatifs dans la plupart des domaines de développement social, affirmant que « la discussion sur les inégalités doit être abordée avec des données sur des dimensions mesurables qui sont systématiquement surveillées ». ¹¹
- (3) **Défis de la redevabilité dans la mise en œuvre** : compte tenu des écarts persistants entre les propositions politiques et les actions concrètes, les critiques soulignent que « la mise en œuvre doit être à la hauteur de l'ambition » (ICSW) tandis que pour améliorer la redevabilité, la Plateforme mondiale de l'Appel à

⁷ [Protection sociale | Organisation internationale du Travail](#)

⁸ [Le développement social en période de crises convergentes : un appel à l'action mondiale | Organisation des Nations unies](#)

⁹ [Questions à examiner par la Commission des questions générales : la contribution tripartite de l'OIT au deuxième Sommet mondial pour le développement social en 2025](#)

¹⁰ [En route vers le deuxième Sommet mondial pour le développement social : une réflexion à mi-parcours](#)

¹¹ [Position du GCSPF sur la REV 1 de la Déclaration Politique WSSD2 - www.socialprotectionfloorscoalition.org](#)

l'action (GCAP) exhorte à « instituer des mécanismes d'examen tous les 3 à 5 ans pour tenir les États responsables ». ¹²

Lacunes thématiques et domaines de développement

1. Certains informateurs de Fingo ont exprimé des inquiétudes quant au manque de représentation au Sommet social mondial des **besoins humanitaires, du droit international humanitaire et du continuum de l'humanitaire au développement**. Il est clair pour la société civile travaillant **dans des contextes touchés par des crises** qu'il existe des considérations particulières en matière de développement social pour ces contextes. Il s'agit notamment d'un désir de reconnaissance du rôle particulier des fournisseurs non étatiques de services de développement social de première ligne et, dans certains cas, de questions relatives à la confiance et à la légitimité des gouvernements. Les fournisseurs de développement social en temps de crise sont souvent fragmentés et ne sont pas toujours officiellement reconnus. Les types et les sources de ressources financières et d'assistance technique nécessaires pour maintenir les résultats du développement social en cas de crise peuvent être différents, par exemple lorsqu'ils nécessitent un soutien financier international.
2. **Les défenseurs de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR)** ont remarqué que la place accordée à la SDSR dans la Déclaration de Doha s'est affaiblie au fil de l'élaboration des projets de la Déclaration, reflétant probablement la politisation de la SDSR, mais aussi une perte d'attention de la part des défenseurs des SDSR. Compte tenu de la primauté de la SDSR pour l'égalité des sexes, les défenseurs ont exprimé l'espoir que les champions soulèveront la question à Doha et continueront à consolider leur soutien à la SDSR à l'échelle mondiale.
3. La Déclaration de Doha est largement muette sur la question du financement, peut-être parce que le financement du développement a été couvert lors de la quatrième Conférence sur le financement du développement (FdD4) à Séville en juin 2025. *Le Compromiso de Sevilla*¹³ décrit les sources de financement suivantes pour le développement : les ressources publiques nationales, les entreprises et les financements privés nationaux et internationaux, la coopération internationale pour le développement, le commerce international, la dette et la viabilité de la dette. Cependant, il n'existe actuellement aucune modélisation **sur les rôles que ces différentes sources de financement devraient jouer dans le financement du développement social**, et donc aucun moyen de tenir les pays ou les donateurs responsables du financement des résultats. Les préoccupations exprimées par les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure concernant la difficulté d'assurer le développement social de leurs citoyens dans le contexte d'**un fardeau de la dette écrasant** n'ont pas été prises en compte dans la déclaration de Doha. Ce manque de lien politique entre les deux conférences laisse également le secteur privé sans une articulation claire de son rôle dans le développement social, dans ses différentes dimensions d'employeur, de fournisseur de services, de générateur de recettes fiscales et de responsabilité des entreprises. Les réseaux de la société civile ont souligné que les dépenses sociales doivent être protégées des mesures d'austérité et des conditionnalités de la dette, en veillant à ce que les réformes de financement discutées à Séville soutiennent directement les objectifs de protection sociale et d'inclusion.
4. Tout en applaudissant l'évolution de la politique de protection sociale, plusieurs informateurs à Fingo ont noté que les expressions d'engagement concernant la **couverture sanitaire universelle** ne vont pas assez loin. Le manque d'attention à la couverture sanitaire universelle et à la protection financière de la santé (ODD 3.8.2¹⁴) compromettra la protection sociale. 4,5 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à des soins de santé complets et plus d'un milliard de personnes sont poussées chaque année vers

¹² [Sommet social mondial 2025 : Le GCAP appelle à une déclaration politique audacieuse pour transformer le développement social – Appel mondial à l'action contre la pauvreté \(GCAP\)](#)

¹³ <https://financing.desa.un.org/ffd4/outcome>

¹⁴ [ODD 3.8.2 Dépenses de santé catastrophiques \(et indicateurs connexes\)](#)

la pauvreté en raison de dépenses de santé catastrophiques.¹⁵ Une lacune importante de la déclaration était l'attention insuffisante portée sur **les maladies non transmissibles (MNT)** en tant que principal facteur de mortalité prématurée dans le monde, y compris les MNT dans les situations de crise, bien que les MNT soient la principale source de décès prématurés dans le monde. Étant donné que les femmes vivent plus longtemps que les hommes et qu'elles sont en moins bonne santé, la lutte contre les MNT est également essentielle pour l'égalité des sexes et l'inclusion des personnes handicapées.

5. Un certain nombre de groupes ont souligné l'importance des **approches au-delà du PIB** ou de **l'économie du bien-être** en tant que nouvelle approche de la prise de décision pour améliorer le développement social et d'autres objectifs de développement. Certains pays craignaient d'être exclus de l'aide financière internationale en raison de l'augmentation de leur PIB, qui ne tient pas compte de leurs autres vulnérabilités, ce qui a conduit à des appels en faveur de l'indice de vulnérabilité multidimensionnel. Cela figurait dans la déclaration. D'autres pays, comme la Finlande, réclamaient une nouvelle forme de prise de décision à la lumière du Pacte pour l'avenir et des progrès accomplis depuis les ODD, qui prenne en compte les dimensions sociales, écologiques et économiques des questions de politique sociale. Cela est pris en compte dans la déclaration, mais nécessite des travaux supplémentaires et un développement méthodologique pour que les avantages des approches de l'économie du *bien-être* pour le développement durable se concrétisent.
6. Les soins et l'économie des **soins sont** apparus dans les régions des pays en développement (certainement en Amérique latine et dans les Caraïbes et en Afrique) en raison de leur capacité à aborder la démographie, l'égalité des sexes et à formaliser le travail informel. En particulier, des pays comme le Kenya, qui a élaboré une politique de soins sur les principes de l'économie des soins, met en évidence les façons dont l'adoption d'une approche de l'économie des soins peut aboutir, en particulier aux femmes, à être mieux incluses dans la main-d'œuvre formelle et les systèmes de protection sociale.

¹⁵ [Suivi de la couverture sanitaire universelle : Rapport mondial de suivi 2023](https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099652109152323107/idu051ce03f40370f045f30bf7e04bcd3eb96c9b)
<https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099652109152323107/idu051ce03f40370f045f30bf7e04bcd3eb96c9b>

Recommandations

Objectifs pour les gouvernements, l'ONU et les autres responsables

1. **Créer des espaces sûrs et courageux pour que des voix diverses puissent participer au développement social.**

Les gouvernements doivent reconnaître que la politique sociale exige **une plus grande prise en compte des voix diverses** que cela n'a été le cas lors de la préparation du Sommet. La société civile peut participer et participe effectivement à l'élaboration en cours de la politique sociale aux niveaux national et local. La société civile, et en particulier les représentants des communautés à risque, a besoin d'espaces sûrs dans lesquels des choses difficiles peuvent être dites en toute sécurité, et où différents points de vue peuvent être entendus. Les détenteurs d'obligations doivent reconnaître qu'il est plus difficile de participer sur un pied d'égalité aux groupes victimes de discrimination. Ils devraient également noter que certains réseaux et communautés d'intérêts agissent comme des filtres, et non comme des plateformes pour les voix marginalisées, de sorte qu'une diversité d'approches de participation est nécessaire. Les préoccupations concernant l'inclusion de groupes discriminés incluent l'Europe, comme l'a noté Civicus, le rétrécissement de l'espace de la société civile dans les pays européens à l'heure actuelle. L'un des principaux appels à l'appui est lancé à l' **ONU pour qu'elle insiste auprès des gouvernements sur le rôle essentiel que joue la société civile dans la planification, le suivi et la responsabilisation, et qu'elle crée des espaces sûrs et significatifs pour la société civile dans la mise en œuvre et le suivi de la Déclaration de Doha**. Nous appelons l'OIT et le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU à reconnaître le plus grand défi de la participation égale de certains groupes et à utiliser les réseaux et les communautés d'intérêts pour faire entendre leur voix là où les canaux locaux, nationaux ou géographiques agissent comme des filtres et non comme des plateformes.

2. **Maintenir les acquis en matière d'égalité des sexes et de santé et droits sexuels et reproductifs (SDSR)**

Les partenaires concernés par **l'égalité des sexes et/ou la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR)** dans le monde entier se tournent particulièrement vers les pays nordiques pour aider à préserver les progrès réalisés depuis la Déclaration de Beijing pour ces causes. La SDSR reste essentielle pour les droits et la dignité des femmes, et pour soutenir la participation des femmes à l'économie. Fingo exhorte également les gouvernements à travailler lors des futures sessions de la CSocD et d'autres processus intergouvernementaux pour élaborer un langage sur la couverture sanitaire universelle dans le développement social afin de mieux inclure les groupes marginalisés ou invisibles dans le deuxième Sommet social mondial, tels que les personnes LGBTQ+, qui ne sont pas référencés dans la déclaration.

3. **Préparer les investissements et la coopération pour le développement social avec les pays en crise.**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration de Doha, les gouvernements et le système multilatéral doivent accorder une attention particulière aux différents défis que pose l' **obtention de résultats en matière de politique sociale dans des contextes touchés par des crises** telles que les conflits, les catastrophes naturelles ou l'extrême pauvreté. Ces contextes exigent des formes appropriées de coopération et d'investissement, et il existe des considérations particulières pour obtenir des résultats équitables dans de tels contextes. Les groupes de la société civile ont une expérience et une perspicacité considérables pour contribuer à la conception de solutions dans de tels contextes. Les donateurs peuvent jouer un rôle dans le soutien des **plateformes où les acteurs en contexte de crise peuvent coopérer pour élaborer une série de recommandations politiques spécifiques pour le développement social en temps de crise**, afin d'éclairer les objectifs de l'après-Agenda 2030.

4. **Déplacer le pouvoir et créer des canaux pour que les personnes marginalisées puissent s'exprimer**

En ce qui concerne la planification et le financement du développement, il faut transférer le pouvoir aux gouvernements nationaux, les plans nationaux fournissant le cadre de toutes les contributions financières. Cela doit s'accompagner de mécanismes solides pour veiller à ce que la voix des personnes, de la société civile et des groupes marginalisés soit entendue.

5. Comblent les lacunes de la Déclaration de Doha dans le cadre de la couverture sanitaire universelle.

Nous appelons les États membres à élaborer un langage sur la **protection financière de la santé**. Nous exhortons également les plans nationaux à mieux reconnaître les progrès importants réalisés depuis Copenhague en matière de technologies de la santé, de politiques et de sociétés, par exemple en matière de SDSR, d'acceptation des droits à la santé de différents groupes, de maladies non transmissibles et de santé en temps de crise. La lutte contre les maladies non transmissibles (MNT) est un élément essentiel de la couverture sanitaire universelle et devrait également être soutenue par les engagements des donateurs en faveur des plans nationaux de santé. Il existe également un lien majeur avec le pilier de l'emploi de la Déclaration de Doha, car la santé et les soins sont des employeurs majeurs et une source d'emplois de qualité à une époque de transitions démographiques, climatiques et numériques, ainsi qu'une intervention en faveur de l'égalité des sexes.

6. Revoir ensemble les Engagements de Séville et la Déclaration de Doha pour promouvoir un modèle de financement qui garantisse le développement social.

L'Engagement de Séville issu de la quatrième conférence sur le financement du développement s'est accordé sur les sources de financement, et la Déclaration de Doha suppose que davantage de ressources seront consacrées à la protection sociale, à la couverture sanitaire universelle et aux mesures d'inclusion. Cependant, les deux déclarations ne sont pas liées par une voie politique qui oriente l'augmentation des financements vers le développement social. De nombreux pays sont accablés par l'endettement ou par l'exclusion des mesures d'assistance financière adaptées à leur vulnérabilité multidimensionnelle. Par conséquent, nous appelons **les donateurs à reconnaître le développement social comme un domaine d'investissement** qui permettra aux pays d'écrire leurs propres trajectoires de développement et la nécessité urgente d'investir des ressources comme décrit dans l'Engagement de Séville. Il convient de réexaminer la reconnaissance des différents outils dans la boîte à outils de financement, en établissant un lien entre la FdD4 et le SMDD2, ainsi que leur adéquation à différents contextes et besoins.

Ce travail **d'alignement de la FdD4 et du SMDD2 pour créer un modèle de financement du développement social** devrait être entrepris d'urgence afin que tous les acteurs comprennent leurs responsabilités vis-à-vis du développement social.

7. Des emplois qui bâtissent l'économie et génèrent des gains sociaux et climatiques

Les gouvernements doivent s'appuyer sur l'accent mis lors du deuxième Sommet social mondial sur l'emploi pour encourager des économies gagnant-gagnant qui produisent des résultats sociaux et climatiques parallèlement à l'emploi. Les gouvernements devraient également être encouragés à investir dans la création d'économies qui fournissent des emplois de qualité en phase avec les transitions sociales et climatiques. Par exemple, les secteurs de la santé et des soins sont des employeurs majeurs et ont besoin de respect et d'investissements parallèlement au développement numérique, et les gouvernements peuvent tirer des leçons de l'expérience des pionniers dans le développement d'approches d'économie des soins, comme le Kenya.

Pour la société civile : Diffusion de solutions qui contrecarrent les discours de désespoir

Nous demandons à la **société civile de donner l'exemple d'explications claires et axées sur les solutions des actions qui aident les citoyens à façonner les résultats de la politique sociale** décrits dans la Déclaration de Doha et de démontrer les **solutions évolutives qu'elle apporte aux problèmes urgents de développement social**. La société civile canalise activement la voix des citoyens dans les politiques et la planification, et peut également agir en tant que fournisseur de services (souvent sous la coordination du gouvernement et parfois aux côtés du secteur privé). Il a également joué un rôle fructueux en matière de responsabilisation, permettant aux pays de corriger le tir dans la mise en œuvre de leurs politiques et en soulevant des questions relatives aux droits de l'homme pour une action nationale et internationale. Tous ces éléments **démontrent les mesures que les gouvernements peuvent prendre pour faire avancer la mise en œuvre du Sommet social et répondre à la fois aux besoins et aux solutions conçues par la société civile**.

Le Forum de la société civile du Sommet social peut créer un espace pour de nouvelles façons d'envisager l'économie sociale, comme l'économie du bien-être et le leadership éclairé « au-delà du PIB », ainsi que pour agir en tant que défenseur de domaines tels que la SDSR, l'égalité et l'espace de la société civile elle-même.

Arrière-plan

Informations du DAES de l'ONU sur le deuxième Sommet mondial pour le développement social [Deuxième Sommet mondial pour le développement social 2025](#) | [Deuxième Sommet mondial pour le développement social 2025](#)

Forus héberge un centre de ressources mondial pour la société civile sur les campagnes du Sommet social [Forus](#)

Fingo et l'UNRISD ont organisé une consultation multipartite nordique sur les progrès accomplis depuis la Déclaration de Copenhague et les espoirs pour le deuxième Sommet mondial sur le développement social. [Perspectives de la société civile dans les pays nordiques : ouvrir la voie au deuxième Sommet mondial pour le développement social](#)

Impacts

Le deuxième Sommet social mondial et la Déclaration de Doha fourniront un cadre important pour l'élaboration de la prochaine série d' **objectifs mondiaux de développement durable** après l'expiration des objectifs de développement durable en 2030. Il favorisera également le **développement durable** au niveau national en éclairant les cadres nationaux sur l'éradication de la pauvreté, le travail et l'inclusion.

La Déclaration de Doha défend les acquis de l'élaboration du cadre des droits de l' **homme** qui a abouti à la déclaration de Copenhague et ceux qui ont été élaborés depuis. Il appelle clairement à l'**égalité et à la non-discrimination** en tant que principe général, et précise certains des droits à la pauvreté, à l'emploi et à l'inclusion de groupes discriminés spécifiques, **y compris l'inclusion des personnes handicapées**. À cet égard, la Déclaration de Doha fournit un outil utile pour le suivi de la société civile et la responsabilisation en matière d'égalité et de non-discrimination, en particulier en ce qui concerne les groupes nommés. La déclaration de Doha démontre en outre un langage qui est nouveau dans les documents de l'ONU, mais qui est conforme à l'évolution de la compréhension des droits des personnes âgées, qui s'est cristallisée dans la décision d'élaborer une convention relative aux droits des personnes âgées. La Déclaration de Doha comprend sept références aux « personnes âgées » couvrant l'entrepreneuriat, l'apprentissage tout au long de la vie, la participation, le logement et la protection contre la discrimination et 3 engagements sur le « vieillissement de la population », y compris la reconnaissance du fait que d'ici 2030, les personnes de 60+ seront plus nombreuses que les jeunes, avec la croissance la plus rapide du monde en développement¹⁶, et nécessitent des politiques pour y répondre. Cependant, les droits des groupes qui ne sont pas encore reflétés dans les accords internationaux, tels que les droits des personnes LGBTQ+, ne sont pas référencés dans le document. Il sera important que la société civile soutienne les groupes de personnes marginalisées qui ne se reconnaissent pas ici afin de s'assurer une voix et un accès aux plans nationaux de développement social pour promouvoir leurs droits. **Les donateurs internationaux pourraient également jouer un rôle dans la création d'une plate-forme permettant aux groupes invisibilisés dans la Déclaration de Doha de réfléchir aux risques, aux lacunes et aux opportunités découlant de la Déclaration.**

La déclaration de Doha établit des liens entre l'agenda du développement social et le **climat et la biodiversité**, tout en laissant toute planification détaillée concernant le climat aux processus de la CCNUCC. Il témoigne d'une prise de conscience de l'existence d'un travail mondial liant la nécessité d'une protection sociale à des transitions justes. Il montre une reconnaissance de la nécessité d'aider les gens à subvenir à leurs besoins par le biais des suppressions d'emplois et de la reconversion probables des transitions écologique et numérique, et des réorganisations du travail qui en résultent. Par conséquent, les préparatifs de la déclaration de Doha auraient pu aller plus loin que la simple question de savoir s'il fallait soutenir la mise en œuvre de l'Accélérateur mondial pour l' *emploi et la protection sociale pour des transitions justes*. **Lier les efforts de réduction de la pauvreté par le biais de l'emploi et de la protection sociale aux transitions climatiques,**

¹⁶ <https://www.un.org/en/global-issues/ageing>

numérique et démographique serait un canal fructueux pour le dialogue et la conception des gouvernements, du secteur privé et de la société civile pendant la mise en œuvre.

La Déclaration de Doha s'est développée au fil de ses projets pour mieux refléter l' **évolution de la répartition du pouvoir à l' échelle mondiale** et la nécessité de **transférer le pouvoir** aux États nationaux qui tracent leurs propres voies de développement. Néanmoins, il n'est pas allé aussi loin que le *compromis de Séville* après la quatrième conférence sur le financement du développement, en décrivant les plans nationaux comme base de la coopération future. Bien que le document suppose un cercle vertueux de formalisation de l'emploi, d'augmentation des recettes fiscales et d'augmentation de la couverture de la protection sociale et des soins de santé, il ne répond pas aux demandes des pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure pour une révision des dispositions relatives à la dette, et ne spécifie pas les volumes de financement concessionnel qui devraient être fournis par les pays riches si ces investissements dans le développement social devaient se produire, ce qui mettrait tous les pays sur la voie à prospérer.

Malgré les dialogues régionaux proposés dans le cadre de la préparation du processus par des acteurs tels que l'OIT et l'UNRISD, et malgré le Forum de la société civile qui sera convoqué au Sommet par le Comité des ONG pour le développement social, **les conditions de l'action et de la participation de la société civile** lors de la préparation du Sommet social ont été faibles. Les consultations informelles organisées par FORUS (avec Fingo) et CONCORD ont mis en évidence des groupes de facteurs affectant la participation de la société civile, notamment : (1) la rareté des ressources pour les organisations de la société civile pendant une période de coupes budgétaires (2) les inquiétudes de certaines sociétés civiles quant à leur présence au Sommet pour des raisons politiques (3) le manque de sensibilisation significative du public (4) le nombre de conférences concurrentes en 2025 qui se disputent l'attention de la société civile. FINGO, FORUS et d'autres organisations à l'échelle mondiale cherchent à mener davantage de communications avec la société civile et le public à l'approche du Sommet et au-delà, dans la période de mise en œuvre et la conception du suivi du Sommet lors des futures réunions des commissions du développement social, afin de créer de plus grandes opportunités d'engagement significatif de la société civile.

Les organisations de la société civile - et en particulier les plateformes nationales d'ONG et les réseaux d'OSC - peuvent contribuer à faire en sorte que ces engagements se traduisent par des actions, en encourageant les dialogues nationaux, en documentant les progrès et en reliant les réalités locales aux mécanismes mondiaux de responsabilisation.

Informations complémentaires

Informations sur l'autrice :

Essi Lindstedt-White, conseillère en droits mondiaux, Fingo – ONG finlandaises pour le développement
Essi.Lindstedt@fingo.fi | 050 317 6700
www.fingo.fi

Je suis reconnaissante de la contribution de nombreuses organisations de la société civile en Finlande et dans le monde qui ont généreusement fourni leurs commentaires sur le déroulement du deuxième Sommet social mondial, et leurs suggestions pour la croissance et le développement que nous devrions chercher à réaliser à l'avenir.

Fingo est l'organisation faîtière de 250 organisations de la société civile finlandaise engagées dans la coopération au développement, le développement durable et l'éducation à la citoyenneté mondiale, ainsi qu'un expert du développement mondial